



lycée hôtelier
de Dinard

académie
Rennes

Éducation
nationale

Secrétariat

REGLEMENT INTERIEUR

Adopté par le Conseil d'Administration du Lycée dans sa séance du 8 Décembre 1993. Dernières modifications apportées dans la séance du 29 juin 2016.

Dossier suivi par

Yves Gamier

Téléphone

02 99 16 80 80

Fax

02 99 16 80 81

Mél.

ce.0350005r@ac-rennes.fr

33, rue des Ecoles
A. B.P.
80304
35803 DINARD CEDEX

Site internet
www.lyceehotelierdinard.fr

Lycée Hôtelier



Dinard
lycée des métiers

Hôtellerie et restauration

Le règlement intérieur définit les droits et les devoirs de chacun des membres de la communauté scolaire. Il détermine notamment les modalités selon lesquelles sont mis en application :

- La liberté d'information et la liberté d'expression dont disposent les élèves, dans le respect du pluralisme et du principe de neutralité.
- Le respect des principes de laïcité et de pluralisme.
- Le devoir de tolérance et de respect d'autrui dans sa personnalité et dans ses convictions.
- Les garanties de protection contre toute agression physique ou morale et le devoir qui en découle pour chacun de n'user d'aucune violence.
- La prise en charge progressive par les élèves eux-mêmes de la responsabilité de certaines de leurs activités.

Le règlement intérieur est porté à la connaissance des membres de la communauté scolaire. Tout manquement au règlement intérieur justifie la mise en œuvre d'une procédure disciplinaire ou de poursuites appropriées.

Le présent Règlement est un contrat passé entre la famille et l'élève d'une part, l'administration et le personnel du Lycée d'autre part. La demande d'admission ou de réinscription d'un élève dans l'établissement implique l'acceptation et le respect du présent règlement.



■ PREVENTION DES INCENDIES

Afin d'éviter tout risque d'incendie, il est rappelé qu'il est formellement interdit de fumer dans l'enceinte du lycée et de brûler quoi que ce soit.

Il convient, par ailleurs, de vérifier que les appareils audio visuels (magnétophones, projecteurs, électrophones, etc...) soient bien débranchés après utilisation.

En cas d'incendie, respecter les consignes et les plans d'évacuation affichés dans chaque type de bâtiment (externat, internat, ateliers).

I. PREVENTION DES ACCIDENTS

- La circulation dans l'établissement doit s'effectuer à très faible vitesse (au pas) et être respectueuse de la signalisation en place (notamment les interdictions de stationnement). Le Code de la Route s'impose à l'intérieur de l'établissement. Le stationnement des véhicules autorisés s'effectue aux seuls emplacements prévus et matérialisés.
- Les élèves ne doivent être en possession d'aucun objet dangereux.
- Ils ne doivent pas manipuler les fenêtres avec brutalité.
- Le port de vêtements en nylon est strictement interdit dans les ateliers et salles de travaux pratiques de sciences.
- Le port de chaussures en cuir, fermées sur la partie supérieure, est obligatoire dans les cuisines.

ORGANISATION DE LA VIE DE LA COMMUNAUTE SCOLAIRE

I. REGIME

Les familles des élèves de bac professionnel, bac technologique et CAP ont le choix entre deux qualités : INTERNE / DEMI-PENSIONNAIRE.

Les élèves de MAN, BTS et de Mentions Complémentaires ne peuvent pas être internes.

Le choix est fait lors de l'inscription ou de la réinscription et vaut pour la durée de l'année scolaire, **sous réserve de l'accord du Chef d'établissement (en particulier lors de la ré-inscription des élèves à l'internat).**

Les demandes de changement de régime doivent être dûment motivées et adressées, par écrit, au Chef d'établissement. A partir de la rentrée scolaire, le changement de régime est accepté jusqu'à la fin du mois de septembre. Pour les trimestres suivants, la demande doit être adressée avant le 15 décembre pour un changement au 1^{er} janvier, avant le 15 mars pour un changement au 1^{er} avril.

La présence aux repas est fonction de la qualité choisie lors de l'inscription et est **obligatoire**. Les élèves doivent se conformer au planning de répartition affiché.—Les élèves demi-pensionnaires qui souhaitent prendre **leur repas du soir** au lycée devront obligatoirement approvisionner leur compte repas au préalable, selon le tarif en vigueur. Le non-approvisionnement du compte est un motif de refus d'accès au restaurant scolaire

Les tarifs de pension ou de demi-pension sont forfaitaires et annuels, à l'exception des élèves de BTS et de Mentions Complémentaires qui bénéficient d'un tarif au repas (décision du C.A. du 3.11.2003). Les élèves concernés doivent créditer leur carte au préalable.

Une remise (sur le forfait) peut être accordée si elle est justifiée par les textes en vigueur.

Une carte d'accès aux restaurants est distribuée à chaque élève à son entrée au lycée et demeure sa propriété inaccessible durant toute sa scolarité dans l'établissement.



Chaque élève doit toujours être en possession de sa carte car elle constitue le seul moyen d'accès aux différents restaurants scolaires.

Lors d'un oubli occasionnel, l'élève pourra se voir débloquer le système d'accès au self, mais attendra la fin du service pour accéder au self. Son nom apparaîtra dans un fichier des cartes oubliées ; une sanction pourra lui être infligée en cas d'oubli répétitif.

En cas de perte, de vol ou de dégradation, l'élève préviendra rapidement le service intendance qui suspendra la validité de la carte. Il devra acheter une nouvelle carte au tarif en vigueur.

3/12

II. SCOLARITE

L'assiduité à tous les cours figurant à l'emploi du temps est obligatoire. Après inscription à un enseignement facultatif, les cours doivent être suivis obligatoirement toute l'année. Les rotations "élèves clients" sont considérées comme un enseignement. La présence de chacun au Restaurant d'Initiation (RI) est donc obligatoire. Un roulement est établi chaque semaine et communiqué à chaque classe. Toute absence non justifiée fera l'objet de sanction.

PRESENCE DANS L'ETABLISSEMENT

Tous les élèves et étudiants inscrits sont soumis à une obligation de présence qui nécessite un contrôle de conformité avec :

- Le statut : élève ou étudiant, demi-pensionnaire ou interne, majeur ou mineur,
- L'emploi du temps régulier ou exceptionnel déterminé par l'administration de l'établissement.

Ce contrôle s'effectue avec précision et régularité, sous la responsabilité de l'adulte en charge du groupe d'élèves, selon les modalités définies par l'administration.

I. L'OBLIGATION DE PRESENCE

A. Élèves de BTN, de BEP et de CAP

- INTERNES : c'est la première et la dernière heure de cours effective de la semaine qui détermine l'arrivée et le départ.
- DEMI-PENSIONNAIRES : c'est la première et la dernière heure de cours de la journée.
- En cas d'absence de professeur,
 - Les élèves interdits de sortie par les responsables légaux ne doivent pas quitter l'établissement. Ces derniers doivent se rendre en permanence, au CDI ou dans les lieux de vie des élèves, **après s'être signalés au bureau de la vie scolaire**.

B. Étudiants de MAN, de BTS et de MENTION COMPLEMENTAIRE

- Leur présence dans l'établissement est **obligatoire** durant les cours, les conférences, les travaux pratiques.
- Les élèves de MAN doivent **impérativement** déjeuner au lycée car ils sont au forfait. En tant que demi-pensionnaires, s'ils souhaitent prendre leur repas du soir au Lycée, ils devront obligatoirement approvisionner leur compte repas au préalable selon le tarif en vigueur. Le non approvisionnement du compte est un motif de refus d'accès au restaurant scolaire.
- Le respect des horaires

Les élèves s'engagent à faire preuve d'une rigoureuse exactitude. En cas de retard, l'élève passe au bureau de la vie scolaire pour y retirer le billet de rentrée sans lequel il ne doit pas être admis en cours.

Un retard inférieur à une heure sera assimilé à une absence d'une heure.



II. LE DEFAUT D'ASSIDUITE

4/12

L'ASSIDUITE = présence régulière en un lieu où l'on s'acquitte de ses obligations (dictionnaire usuel)

Absence

Retard

Tout manquement non justifié à l'obligation d'assiduité entraînera une sanction.

A. L'absence ou le retard :

L'absence ou le retard ne peut être justifié que par un écrit des responsables légaux, à l'aide des dix feuilles d'absence remises à chacun en début d'année. Si ces feuilles sont épuisées, perdues ou dégradées, l'élève devra en rendre compte auprès des Conseillers Principaux d'Education.

NB : même si les élèves majeurs peuvent justifier de leurs absences et retards eux-mêmes, la famille en est toutefois régulièrement avisée.

Après une absence ou un retard, l'élève ou l'étudiant doit se présenter au bureau de la vie scolaire où il obtient un billet de rentrée grâce au justificatif fourni.

L'absence sera enregistrée comme absence → JUSTIFIEE
→ NON JUSTIFIEE

B. Procédure de traitement des absences injustifiées

Les absences et les retards seront comptabilisés et inscrits sur les bulletins scolaires trimestriels. Le caractère abusif ou frauduleux d'une absence fera l'objet d'une procédure disciplinaire après convocation devant une commission chargée d'examiner les cas d'absentéisme. Un signalement pourra être effectué auprès des autorités compétentes.

C. L'absence aux contrôles ou une évaluation de TP

- Absence justifiée : Une épreuve de remplacement peut être mise en place ;
- Absence injustifiée : Elle implique une absence de notation qui aura une incidence sur la moyenne, calculée en fonction du nombre d'épreuves organisées au cours de la période de notation.

D. Les dispenses

Un élève ou un étudiant, présentant une indisposition ponctuelle peut être dispensé de travaux pratiques ou d'EPS, après un passage obligatoire à l'infirmierie :

DECISION INFIRMERIE

APTE

INAPTE

APTE Passage à la vie scolaire qui délivre le billet de rentrée avant retour en cours.

INAPTE L'élève ou l'étudiant reste dans l'établissement (infirmierie ou étude après passage à la vie scolaire).

Dans le cas d'un retour à domicile un justificatif sera exigé.

Si un élève ou un étudiant, en toute connaissance de cause, quitte les limites de l'espace scolaire sans autorisation ou présente des documents falsifiés, il assume la responsabilité de son initiative, pour absence non autorisée.

Un élève ou un étudiant présentant une indisposition ponctuelle peut être dispensé de Travaux Pratiques et/ou d'EPS.

Dans un premier temps, l'élève passe obligatoirement à l'infirmierie où il sera déclaré apte ou inapte.

- **S'il a été jugé apte**, il se présente à la Vie Scolaire où un billet de rentrée en cours lui sera délivré.



- **S'il a été jugé inapte**, il se présente à M. le Chef de Travaux ou, à défaut, aux Conseillers Principaux d'Éducation.

La dispense médicale temporaire ou ponctuelle n'exclut pas la présence en cours. L'élève dispensé se présente obligatoirement à son enseignant et **assiste au cours**, si son état de santé le permet.

Si, toutefois, son état de santé n'est pas compatible avec sa présence, il sera pris en charge par le service Vie Scolaire ou l'Infirmerie.

5/12

RELATIONS AU SEIN DE LA COMMUNAUTE SCOLAIRE

I. AUTORISATION DE SORTIE

- Les élèves majeurs et les mineurs ayant l'accord de leurs responsables légaux sont autorisés à sortir librement de l'établissement lorsqu'ils n'ont pas cours.
- Les élèves de B.T.S., M.A.N. et mentions complémentaires se reporteront au paragraphe « Présence dans l'établissement ».
- Sorties pendant les heures d'internat : cf. le règlement d'internat.

Ces autorisations ne concernent pas les élèves dispensés de T.P. ou d'E.P.S. qui doivent se présenter à la Vie Scolaire lors de chaque dispense.

II. RELATIONS AVEC LES ELEVES ET LES FAMILLES

Il est demandé aux familles de collaborer étroitement avec l'administration du Lycée :

- Pour inciter les élèves à l'assiduité en ne perdant pas de vue l'objectif principal : le travail scolaire et la préparation à la vie active ;
- Pour porter à la connaissance du personnel concerné, les difficultés d'ordre physique, familial, ou social rencontrées par les parents (une permanence est assurée tout au long de l'année par le service de santé scolaire et l'assistante sociale) ;
- Pour informer l'administration des changements :
 - intervenus dans la situation de famille ;
 - d'adresse ou de numéro de téléphone.

Les familles des élèves qui, pour une raison quelconque, doivent quitter définitivement l'établissement en cours d'année scolaire, devront avertir par lettre le Chef d'Établissement et s'assurer que leurs enfants sont en règle avec les différents services.

Les familles ont toujours la possibilité de prendre rendez-vous avec un membre de l'équipe éducative.

III. EVALUATION ET BULLETINS SCOLAIRES

- Les élèves de 1ère année de C.A.P, 2nde Professionnelle, 1ère Bac. Professionnel et 2nde Technologique reçoivent un relevé de notes aux congés de Toussaint.
- Élèves des sections B.T.N, B.E.P : les familles recevront UN bulletin par trimestre.
- Élèves de Terminale C.A.P, Baccalauréat Professionnel, Mentions Complémentaires, M.A.N, B.T.S et Mention Accueil/Réception : un bulletin par semestre leur sera remis au cours de l'année scolaire et l'original expédié à leur famille.

Les bulletins trimestriels et semestriels comportent les notes et observations des professeurs et l'appréciation générale du conseil de classe.

Le contrôle s'opère par des exercices variés et assez fréquents pour être significatifs, oraux, écrits ou pratiques qui donnent lieu à des notes chiffrées de 0 à 20 et à des appréciations.

La présence de l'élève aux contrôles constitue une **obligation**. En cas d'absence justifiée, le professeur pourra proposer une solution de remplacement, par exemple une participation à une séance de rattrapage. Le refus par l'élève de la solution de remplacement entraînera sa notification sur le bulletin scolaire.

IV. CAS DES ELEVES MAJEURS

L'admission d'un élève dans l'établissement étant subordonnée à l'acceptation du règlement intérieur, l'élève majeur doit le respecter strictement au même titre que l'élève mineur.



Toutefois, il pourra, s'il le désire, contracter un engagement lui permettant d'accomplir personnellement certains actes qui, dans le cas d'élèves mineurs, sont du ressort des seuls parents.

V. ROLE ET ATTRIBUTION DES DELEGUES

- 6/12** Les délégués représentent leurs camarades et sont leurs porte-parole auprès des professeurs de la classe et de l'administration du Lycée. Ils doivent apparaître comme de véritables animateurs en assurant la cohésion du groupe classe, en aidant les camarades en difficulté, en s'intéressant à la vie culturelle et pédagogique de l'établissement et à l'organisation des loisirs. En aucun cas le rôle du délégué ne doit être confondu avec l'accomplissement de certaines tâches (cahiers de texte et d'absence, ramassage de fonds, ...) et les responsables de classe ne doivent pas se livrer à de la propagande dans l'exercice de leur mandat. Ils doivent respecter rigoureusement la liberté de conscience de leurs camarades et s'astreindre à limiter leur activité aux domaines indiqués plus haut.
L'ensemble des délégués de classe constitue la Conférence des Délégués présidée par le Chef d'Établissement. La Conférence des délégués donne son avis et formule des propositions sur des questions relatives à la vie et au travail scolaires.
Le Conseil de la Vie Lycéenne (C.V.L.) doit être obligatoirement consulté avant chaque Conseil d'Administration.
Le Chef d'établissement et le Conseil d'Administration veillent, en collaboration avec la Conférence des délégués et le Conseil de la Vie Lycéenne à ce que la liberté d'expression dont les élèves disposent individuellement et collectivement puisse s'exercer.

VI. DROITS ET OBLIGATIONS DES ELEVES

✿ Les modalités d'exercice des droits

Les élèves ont des droits individuels et collectifs.

A. Droit de réunion

Le droit de réunion a pour objectif essentiel de faciliter l'information des élèves. Le Chef d'établissement autorise, sur demande motivée des organisateurs, la tenue des réunions. Le délai à prévoir entre le dépôt de la demande et la date prévue pour la réunion est fixé à 8 jours. Ces conditions peuvent être adaptées si nécessaire.

Le Chef d'établissement peut opposer un refus si la réunion est de nature à porter atteinte au fonctionnement normal de l'établissement.

Le droit de réunion s'exerce en dehors des heures de cours sauf dispositions contraires.

B. Droit d'association

Les élèves majeurs peuvent créer des associations conformément à la loi du 1er Juillet 1901, et du décret n° 91-173 du 18 Février 1991. Toute création d'association est soumise pour approbation au Conseil d'Administration du Lycée qui sera régulièrement informé du programme et des activités des associations.

C. Droit de publication

Les publications rédigées au sein du Lycée peuvent être librement diffusées dans l'établissement, à condition qu'elles respectent un certain nombre de règles dont l'ensemble correspond à la déontologie de la presse. Les écrits (tracts, affiches, journaux, revues, ...) ne doivent porter atteinte ni aux droits d'autrui ni à l'ordre public.

Quelle qu'en soit la forme, les publications ne doivent être ni injurieuses, ni diffamatoires, ni porter atteinte au respect de la vie privée. La calomnie et le mensonge sont interdits.

Le droit de réponse de toute personne mise en cause, directement ou indirectement, est automatiquement assuré.

La responsabilité personnelle des rédacteurs est engagée pour tous leurs écrits, quels qu'ils soient. Cette responsabilité peut être engagée devant les tribunaux, tant sur le plan pénal que sur le plan civil. S'agissant des élèves mineurs non émancipés, la responsabilité est transférée aux parents.



Enfin, dans les cas graves de manquement, le Chef d'établissement est fondé à suspendre ou à interdire la diffusion d'une publication dans l'établissement.
L'exercice de ces droits ne doit pas porter atteinte aux activités d'enseignement, aux contenus des programmes, et à l'obligation d'assiduité.

✿ Les obligations

- 7/12** Les élèves ont des droits. Ils ont aussi le devoir de respecter les règles.
En cas de manquements aux obligations ci-après, il est fait application des sanctions prévues dans le présent règlement intérieur.

A. Obligation d'assiduité

Les élèves ont l'obligation d'accomplir les tâches inhérentes à leurs études. L'assiduité est la condition essentielle pour que l'élève mène à bien son projet personnel. Elle est définie par référence aux horaires et aux programmes d'enseignement inscrits dans l'emploi du temps de l'établissement. Elle concerne les enseignements obligatoires et facultatifs, les épreuves d'évaluation, la présence au Restaurant d'Initiation (RI), ainsi que les activités pédagogiques extérieures.

B. Respect d'autrui et du cadre de vie

Les élèves ne doivent pas dégrader les bâtiments, locaux et matériels mis à leur disposition. Ils doivent respecter l'ensemble des membres de la communauté éducative tant dans leur personne que dans leurs biens.

Il est strictement interdit de pénétrer dans les locaux en dehors des heures d'ouverture ou de les occuper pour empêcher le bon déroulement des cours.

Le droit à l'Éducation est un droit constitutionnel fondamental. Il est donc strictement interdit d'empêcher qui que ce soit d'accéder aux locaux et aux salles de cours.

Tout contrevenant pourrait s'exposer à des poursuites prévues par la loi.

La diffusion de musique ou autre média sera acceptée et tolérée UNIQUEMENT avec l'usage d'un casque audio.

L'utilisation des enceintes nomades est strictement interdite dans les locaux du lycée et à ses abords extérieurs.

C. Contrôle de santé

Les élèves qui bénéficient de contrôles et d'examens de santé ne peuvent s'y soustraire.

D. Informatique et liberté

L'utilisation de l'outil informatique doit rester uniquement consacré au travail, et implique le respect de la loi et des règles de déontologie liées à cet outil qui doit rester uniquement consacré au travail, sous peine d'être sanctionné pour « délit informatique ».

Les élèves s'engagent à signer et respecter la charte du bon usage des ressources informatiques de l'établissement.

DISCIPLINE ET AUTODISCIPLINE

I. CHAMP D'APPLICATION DE L'AUTODISCIPLINE

Il est à souhaiter que le plus grand nombre d'élèves prenne conscience de ses responsabilités au sein de la communauté scolaire et se prenne en charge.

L'autodiscipline (étude auto-surveillée par exemple) pourra être appliquée aux groupes d'élèves jugés aptes à sa mise en œuvre.



II. DISCIPLINE GENERALE

Les élèves s'engagent à ne pas entraver le déroulement harmonieux de la vie quotidienne de l'établissement.

Tout comme les autres membres de la communauté scolaire, ils doivent :

- Respecter les principes de laïcité et de neutralité politique, idéologique ou confessionnelle.
- Respecter les règles du savoir-vivre et les exigences scolaires.

8/12

Toutes les formes de violence physique ou verbale, toute attitude humiliante, vexatoire ou dégradante à l'égard des élèves sont proscrites. Ceci vaut également pour les élèves envers leurs camarades et les personnels de l'établissement.

C'est au Chef d'Etablissement qu'il revient d'apprecier, s'il y a lieu, d'engager des poursuites disciplinaires à l'encontre d'un élève. Il s'entoure à cet effet des avis de l'équipe pédagogique.

III. SANCTIONS

Le respect des clauses du contrat doit normalement découler d'une prise de conscience des responsabilités de chacun et non de la menace de sanctions.

Celles-ci apparaissent donc comme un moyen exceptionnel mais nécessaire de sanctionner les infractions au présent règlement.

A. Les punitions scolaires

Considérées comme des mesures d'ordre intérieur, elles peuvent être prononcées par les personnels de direction, d'éducation, de surveillance et par les enseignants ; elles pourront également être prononcées, sur proposition d'un autre membre de la communauté éducative, par les personnels de direction et d'éducation.

Ces punitions peuvent être :

- **L'excuse orale ou écrite** ;
- **Le devoir supplémentaire** assorti ou non d'une retenue ;
- **L'exclusion ponctuelle** d'un cours. Elle s'accompagne d'une prise en charge de l'élève par la Vie Scolaire. Justifiée par un manquement grave, elle doit demeurer tout à fait exceptionnelle et donner lieu systématiquement à une information écrite au CPE et au Chef d'établissement ;
- **La retenue** : les consignes se dérouleront le vendredi de 16h45 à 17h40. Les élèves et leur famille seront prévenus au moins deux semaines à l'avance afin de prendre leurs dispositions.

B. Les sanctions disciplinaires

L'échelle des sanctions est celle prévue par le décret du 30 Août 1985 modifié par le décret du 05 Juillet 2000 :

- **L'avertissement**. Celui-ci est préférable chaque fois qu'il peut suffire à ramener l'intéressé à une plus juste notion de ses devoirs ;
- **Le blâme**. Celui-ci constitue une réprimande, un rappel à l'ordre verbal et solennel, qui explicite la faute et met l'élève en mesure de la comprendre et de s'en excuser. Il est prononcé par le Chef d'établissement en présence des représentants légaux de l'élève ;
- **L'exclusion temporaire**. Décidée par le Chef d'établissement, elle ne peut excéder la durée de huit jours. Prononcée par le conseil de discipline, elle peut durer un mois. Elle peut être assortie ou non d'un sursis total ou partiel ;
- **L'exclusion définitive** de l'établissement assortie ou non d'un sursis. Celle-ci est prononcée par le Conseil de discipline. La décision est immédiatement exécutoire. Seul un recours devant la commission académique d'appel qui se réunit sous la présidence du Recteur peut modifier la décision initiale.

C. Les dispositifs alternatifs et d'accompagnement

La Commissions de vie scolaire

Présidée par le Chef d'Etablissement, elle prend des mesures éducatives. Elle a pour vocation d'amener les élèves à s'interroger sur le sens de leur conduite.

Elle est constituée comme suit :



- Proviseur et/ou ses adjoints
- CPE
- Professeur Principal de la classe
- Les enseignants de la classe
- L'élève concerné
- Le(s) responsable(s) légaux de l'élève concerné

9/12

✿ Les mesures de prévention

Il s'agit de mesures qui visent à prévenir la survenance d'un acte répréhensible (confiscation d'objets dangereux et interdits, ...).

✿ Les mesures de réparation

Les élèves doivent prendre le plus grand soin des locaux et du matériel qui leur sont confiés. Cette règle s'impose particulièrement à de futurs employés ou cadres de l'hôtellerie. Il est demandé aux élèves de faciliter la tâche des agents de service en utilisant les corbeilles à papier et en s'interdisant de griffonner sur les tables et sur les murs. Toute dégradation constatée pourra être facturée aux responsables légaux des élèves auteurs des faits ou à l'élève dans le cadre d'une procédure amiable.

En outre des sanctions disciplinaires seront appliquées s'il y a faute volontaire. Une de ces sanctions pourra être le travail d'utilité collective, par exemple lorsqu'un élève est surpris à jeter des papiers ou à cracher.

✿ Les mesures d'accompagnement

En cas de conduites addictives (consommation d'alcool, de drogue...) l'élève sera dans l'obligation de participer au protocole spécifique mis en place par le personnel de santé de l'établissement.

En cas d'exclusion temporaire, cette période ne doit pas être pour l'élève un temps de désœuvrement afin d'éviter toute rupture avec la scolarité. L'élève est alors tenu de réaliser des travaux scolaires tels leçons, rédactions, devoirs, ... et de les faire parvenir à l'établissement selon des modalités définies par le Chef d'établissement en liaison avec l'équipe éducative.

DISPOSITIONS GENERALES

I. MOUVEMENTS DANS L'ETABLISSEMENT

✿ Mouvements collectifs d'interclasse

Les déplacements par groupes prévus à l'emploi du temps doivent se faire dans le calme et dans l'ordre, en autodiscipline.

Les élèves ne doivent, en aucun cas, pénétrer dans une salle en l'absence de leur professeur et doivent évacuer les salles à la fin des cours.

Aux récréations de 10 H et 16 H il est demandé aux élèves de ne pas stationner dans les couloirs du bâtiment externat, chacun ira sur la cour ou à la cafétéria.

✿ Mouvements individuels pendant les heures de cours

Toute sortie de cours se fera accompagnée obligatoirement d'un autre élève :

- Un élève exclu sera présenté au bureau de la vie scolaire,
- Un élève ayant fait l'objet de soins à l'infirmérie ne sera réadmis en cours que sur présentation d'une autorisation délivrée par l'infirmière et visée par la Vie Scolaire.

II. ACTIVITES A L'EXTERIEUR

- ✿ **Activités organisées** pendant **les heures de cours** : elles sont obligatoires et placées sous la responsabilité des professeurs concernés.
- ✿ **Activités** professionnelles : elles sont également obligatoires et placées sous la responsabilité de professeurs.
- ✿ **Activités organisées en dehors des heures de cours** : elles ont un caractère facultatif et sont rattachées aux activités du Foyer Socio-Éducatif. Elles nécessitent au préalable une autorisation parentale.
- ✿ **Modes de déplacement des élèves** : les élèves pourront être autorisés à se rendre sur le lieu de la visite par leurs propres moyens. Dans la majorité des cas, un transport collectif sera organisé par l'Administration du Lycée.



- **Déplacements des élèves en cours d'EPS :** les élèves se rendent, seuls, entre gymnase et établissement scolaire.

III. UTILISATION DES MOYENS DE TRANSPORT INDIVIDUEL

10/12 La circulation des véhicules appartenant aux élèves (auto, moto, vélo) est **INTERDITE** dans l'enceinte de l'établissement.

Le lycée autorise le rangement des engins à 2 roues sur le parking prévu à cet effet, mais décline toute responsabilité en ce qui concerne leur sécurité. L'accès se fait rue des Anciens Combattants.

IV. REGLEMENTATION DE L'USAGE DU TABAC

En application de la Loi EVIN, il est strictement interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement.

V. TENUE ET COMPORTEMENT DES ELEVES

- Chaque membre de la communauté éducative a le droit à la protection contre toute forme de violence psychologique, physique, morale et matérielle. Il convient de noter que les phénomènes de violence en milieu scolaire peuvent être multiformes : le bizutage, les brimades, le racket, l'usage, le trafic ou l'invitation à consommer des produits alcoolisés ou stupéfiants, le port d'armes ou d'objets dangereux, les violences sexuelles, la dégradation des locaux, la détérioration des biens personnels et collectifs, les vols ou tentatives de vol dans l'établissement. **Tous ces comportements, selon leur gravité, feront l'objet de sanctions disciplinaires ou / et de la saisine de l'autorité judiciaire.** Cependant, les sanctions internes à l'établissement peuvent être prises sans attendre la fin de la procédure judiciaire.
- « Conformément aux dispositions du code de l'éducation sur la laïcité (Art. L. 141-5-1), le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit. Lorsqu'un élève méconnaît cette interdiction, le Chef d'Etablissement organise un dialogue avec celui-ci avant l'engagement de toute procédure disciplinaire ».
- Une paire de chaussures de sport, exclusivement réservée à la salle rénovée du COSEC, est obligatoire.
- Une tenue professionnelle **complète** est obligatoire pour accéder aux ateliers.
- Une bonne présentation et une tenue particulièrement soignée sont exigées pour les élèves qui se destinent aux métiers de l'hôtellerie ; elle est obligatoire dans l'établissement de 8H à 20H :
 - Pour les garçons : pantalon et veste de ville (ou costume), chemise, chemisette, cravate, pull-over en V ou gilet selon la saison ; chaussures de ville tige basse.
 - Pour les jeunes filles : tailleur pantalon ou jupe (**longueur au genou**), veste (obligatoire), chemisier, pull-over en V ou gilet, veste et haut décent (non échancré, hauteur à la taille) ; chaussures de ville tige basse, à talon, si préférence.
 - Autres vêtements : imperméable et manteau. Écharpes, suivant les saisons, ...

Ces tenues ont leurs couleurs laissées au choix des familles et au propre goût des élèves. Cependant, ils doivent être conscients que la sobriété doit présider aux achats, dans la logique des couleurs attendues dans la profession et au moment des examens de fin d'année.

Il est rappelé que NE SONT PAS AUTORISES :

- Le port du col roulé ;
- Les jean's (coupe et matière) ;
- Les pantalons slim ;
- Les blousons ;
- Le port de chaussures et de tout vêtement de sport dans l'établissement en dehors des cours d'E.P.S... ;
- Les coupes et les couleurs de cheveux fantaisistes - Par mesure d'hygiène, les jeunes gens devront avoir les cheveux courts mais non rasés ;



- Le port de boucles d'oreille pour les garçons en enseignement professionnel ;
- Le piercing pour filles et garçons ;
- Le port de couvre-chef.

Les élèves qui ne se conformeront pas à la tenue précitée pourront être sanctionnés.
D'autre part, la conduite des élèves à l'extérieur de l'établissement ne doit pas mettre en cause la réputation du Lycée.

11/12

VI. VOLS

Tous les vêtements et objets personnels doivent être marqués au nom de l'élève et celui-ci doit veiller personnellement sur ses affaires. Il est souhaitable de graver les éléments de coutellerie. Il est vivement recommandé aux familles de ne pas laisser entre les mains des élèves des sommes d'argent importantes ou des objets de valeur.

Des casiers sont à la disposition des élèves. Il appartient à chacun de les sécuriser à l'aide d'un cadenas.

L'établissement ne peut être en aucun cas tenu pour responsable de vol ou perte d'objet personnel. Tout élève reconnu coupable de vol sera remis provisoirement à sa famille qui sera immédiatement convoquée par le Chef d'établissement. Cette mesure sera prise sans préjuger des sanctions disciplinaires ou des poursuites pénales qui pourront en découler.

Par ailleurs, en cas de recherche d'objets volés ou illicites, le Chef d'Etablissement ou la personne par lui désignée, peut exiger des élèves qu'ils présentent, devant témoin, le contenu de leur cartable, de leur casier ainsi que de leur armoire pour les élèves internes.

VII. TELEPHONES PORTABLES

L'usage du téléphone portable est toléré en dehors des locaux.

Il est obligatoirement éteint en salle de classe, en atelier et dans les autres locaux.

Tout contrevenant se verra confisqué l'appareil pour une durée de 7 jours (jour à jour, week-end compris). En cas de confiscation, le téléphone portable sera sécurisé dans le bureau des C.P.E et remis par ces derniers à la fin de la période.

ORGANISATION DES SOINS ET DES URGENCES

- L'infirmérie est ouverte pendant les heures d'ouverture du Lycée.
- Tout élève malade ou accidenté doit être accompagné à l'infirmérie. C'est l'infirmière, et non l'élève qui contacte les parents en cas de besoin.
- **Tout médicament doit être déposé à l'infirmérie et pris sous contrôle de l'infirmière. Ainsi la détention de médicament sur soi ou à l'internat est-elle, impérativement, prohibée.**
- Sauf cas d'urgence, les élèves se rendent à l'infirmérie en dehors des heures de cours.
- En cas d'accident grave nécessitant une hospitalisation d'urgence, l'élève sera transporté à l'hôpital de Saint-Malo.

ASSURANCES

I. ACTIVITES SCOLAIRES

Sont couverts par l'État :

- Les accidents survenant lors des activités scolaires, des sorties organisées, des projets pluridisciplinaires à caractère professionnel, des activités des Travaux Pratiques et en E.P.S. à l'intérieur ou à l'extérieur du Lycée.
- Les accidents de trajet survenant à l'occasion de Travaux Pratiques à l'extérieur ou de stages en entreprise.



12/12

II. ACTIVITES EXTRA-SCOLAIRES

Rentrant dans le cadre des activités du Foyer Socio-Éducatif ou de l'Association Sportive, les élèves sont assurés par le biais d'une assurance contractée par ces associations.

L'assurance n'est pas obligatoire. Néanmoins, elle est **vivement conseillée** notamment en « responsabilité civile » qui protège l'individu (majeur ou mineur) des conséquences financières des dommages qu'il cause à autrui. L'assurance « individuelle corporelle » couvre les dommages corporels subis par l'assuré.

ACTIVITES CULTURELLES ET INFORMATION

I. LE FOYER SOCIO-EDUCATIF

A. Principe de l'association

Le Foyer Socio-Éducatif est mis en place et animé par les élèves, les adultes leur apportant aide et conseils techniques. La participation aux activités du F.S.E. n'est pas seulement pour l'élève un moyen d'occuper de façon distrayante ses heures libres, elle a aussi un caractère éducatif important de nature à épanouir sa personnalité.

B. Activités

Les élèves proposent chaque année les activités de club conformes à leurs goûts. Le programme doit recevoir l'accord du Conseil d'Administration.

II. AFFICHAGE

Pour l'affichage de leurs informations, les élèves disposent de panneaux sous le préau. Aucun tract ou convocation à une manifestation politique ou de propagande ne sera admis. L'affichage demeure soumis à l'agrément du Chef d'Etablissement.